Épreuve d'option Histoire

Épreuve à option : Écrit

Histoire : Rahul Markovits, Virginie Martin

Géographie : Aurélia Knapik, Romain Leconte

Coefficient : 3

Durée : 6 heures

Pour cette session 2024, le jury a corrigé au total 173 copies, réparties entre 130 copies pour le sujet n°1 (épreuve mixte) et 43 copies pour le sujet n°2 (composition de géographie). Avec une moyenne s'élevant à 10,12 et 43 copies ayant obtenu une note égale ou supérieure à 14, les résultats de cette épreuve restent dans les standards des années précédentes.

En ce qui concerne le sujet n°1, seules trois copies n'ont pas répondu aux réquisits de l'épreuve, ne traitant que l'un des deux exercices. Conformément à l'esprit de cette épreuve, le jury a tout particulièrement valorisé, dans la note finale, les copies qui ont su satisfaire les exigences méthodologiques propres à chacune des deux disciplines, ainsi que les connaissances requises par les questions au programme. La moyenne s'établit à 10,2 avec 36 copies ayant obtenu une note égale ou supérieure à 14.

Le sujet n°2 a été adopté par un peu moins d'un quart des candidat·es, une proportion qui reste globalement stable d'une année sur l'autre. Le jury s'efforce d'adopter une échelle de notation comparable au sujet n°1 mais il évalue la qualité individuelle de ces copies. Là où l'épreuve mixte permet de compenser une performance moyenne sur l'une ou l'autre des disciplines, la composition de géographie est plus discriminante. Ainsi, les résultats ont été légèrement en deçà de ceux obtenus par les candidat·es avec l'épreuve mixte, avec une moyenne s'élevant à 9,8 et 7 copies ayant obtenu une note égale ou supérieure à 14.

Enfin, le jury tient à féliciter les candidat·es et à saluer le travail des préparatrices et préparateurs. Ces résultats témoignent d'une lecture attentive des rapports précédents qui ont permis d'explicitier les attentes du jury. En particulier, les conseils avancés dans le précédent rapport quant à la lisibilité des copies, notamment des productions graphiques, ont été très majoritairement suivis. Le jury renouvelle ces recommandations pour les futur·es candidat·es qui doivent veiller à la lisibilité des copies numérisées.

1. Commentaire de document historique

Donnée pour la première fois après avoir été reportée en 2021 à la suite du Covid, la question au programme portait cette année sur « L'Europe et la Révolution française, 1789-1799 ». Dans l'ensemble, les candidat·es – et leurs enseignant·e.s – peuvent se féliciter d'avoir su relever le défi de cette question exigeante. Bien conscient des difficultés spécifiques que celle-ci posait à l'échelle européenne, le jury s'est efforcé d'en tenir compte dans l'évaluation des copies.

Pour ce commentaire de l'épreuve d'écrit, le choix de la commission s'est porté sur une lettre adressée le 27 octobre 1792 depuis Mayence par l'un des plus notoires patriotes

allemands, Georg Forster, à l'un de ses proches, l'éditeur berlinois Christian Friedrich Voss¹. Comme l'indiquait le titre donné au document (« Forster à la croisée des chemins »), l'auteur ne se contentait pas de lui rendre compte de la situation de Mayence au lendemain de sa conquête par les troupes françaises. Il lui faisait part de ses doutes quant au juste positionnement à adopter face au devenir de sa ville (investie par les militaires et en voie de démocratisation) et, plus généralement, du Saint-Empire (encore en guerre), alors que la position de retrait et de neutralité qu'il disait avoir jusqu'ici adoptée lui semblait de plus en plus intenable (l. 6-7). Cette lettre devait ainsi permettre de questionner le processus par lequel cet auteur, acquis aux principes démocratiques, était sur le point de basculer dans l'action révolutionnaire. Plus précisément, elle consistait à interroger la façon dont Forster hésitait encore – ou faisait mine d'hésiter – à *devenir* « patriote ». La commission a donc particulièrement mis en valeur les copies attentives à cette expérience singulière et soucieuses d'interroger le doute au cœur de cette lettre, en regard de l'incertitude du contexte géopolitique dans lequel Forster évolue et des (fausses) alternatives qui s'offrent alors à lui.

Comme l'an passé, la commission salue la capacité de l'immense majorité des candidat·es à se conformer aux règles du commentaire et à gérer leur temps : il n'a dénombré que deux copies inachevées et les démonstrations étaient généralement charpentées en trois parties, relativement équilibrées, assorties d'une conclusion plus ou moins heureuse. Il attire toutefois à nouveau l'attention des préparateurs sur la maîtrise globalement insuffisante de l'introduction, la présentation du document s'étant avérée beaucoup trop sommaire. Rares sont en effet les copies à avoir interrogé la nature du document : une source épistolaire n'est pas un « discours théorique », non plus qu'un « rapport politique ». Encore plus rares sont celles qui se sont intéressées au destinataire – en l'occurrence, un éditeur à qui Forster a confié la publication de la traduction en allemand des *Droits de l'Homme* de Thomas Paine (comme l'indiquait la note n°6), mais qui est aussi son « ami » (l. 1, l. 57) : l'échange épistolaire n'est donc pas ici qu'à caractère professionnel et politique, mais bel et bien intime. La problématique attendue autour de la subjectivité de cet acteur en proie aux doutes a malheureusement été largement obliérée au profit de questionnements généraux sur la réception de la Révolution en Europe ou bien d'une approche trop abstraite et idéologique de son diagnostic. De ce déficit de problématisation, les plans se sont ressentis, étant sensiblement bâtis autour d'une même trame (1. L'expansion révolutionnaire ; 2. La situation locale mayençaise ; 3. Le point de vue de Forster), trop souvent maladroitement formulée et insuffisamment arrimée à l'argumentation de l'auteur.

À cet égard, deux cas de figure se sont présentés, selon que les candidat·es aient disposé ou non de connaissances sur Georg Forster. Lorsque celui-ci leur était parfaitement inconnu, ou peu connu, les candidat·es pouvaient toujours capitaliser sur les arguments ici défendus pour dégager son profil. Trop souvent malheureusement, les copies s'en sont tenues à une paraphrase de la note n°5 (relative à son emploi de bibliothécaire à Mayence) ou du titre de l'ouvrage dont la traduction était extraite (un « révolutionnaire allemand »). Elles tendaient alors à plaquer sur Forster des catégories toutes faites, faisant de lui soit un « jacobin » qui s'ignore encore, soit

¹ Traduite et éditée par Marita Gilli, dans *Un révolutionnaire allemand. Georg Forster (1754-1794)*, Paris, éditions du CTHS, 2005, p. 334-339.

un « pré-romantique » rongé par les tergiversations, quelques-uns allant même jusqu'à en faire un « contre-révolutionnaire » qui ne s'avoue pas comme tel...

À l'inverse, ceux des candidat·es en mesure de présenter – parfois de façon très précise et exhaustive – le parcours de Forster, n'ont pas toujours su en tirer profit pour analyser à bon escient ses cas de conscience. Le connaissant pour avoir été l'une des figures cardinales et radicales de la République de Mayence de 1793, ils ont été manifestement gênés par les réserves et les nuances exprimées par l'auteur, celui-ci se proposant ici de « guider » ses compatriotes sur un « un chemin raisonnable et modéré », au risque d'être taxé de « grand démagogue » (l. 50-52) – terme essentiel, qui n'a curieusement fait l'objet d'aucun commentaire dans plus des deux tiers des copies. Pour résoudre ce qu'ils ont trop souvent considéré comme une « contradiction », ces candidat·es ont eu tendance à adopter un prisme téléologique consistant à balayer ses hésitations en en faisant une simple « posture », quand ils n'ont pas ravalé ses convictions « modérées », au mieux à du « pragmatisme », au pire à de la « naïveté », du « calcul », voire de la « duplicité ». La majorité des copies a ainsi fait bien peu de cas des deux derniers paragraphes et du « souci des [s]iens » (l. 55) exprimé par Forster. Tout révolutionnaire qu'il soit, Forster n'en a pas moins une famille et un emploi, dont le devenir peut être compromis par un engagement politique trop marqué ou trop poussé, surtout en cas de retour de Mayence dans le giron du Saint-Empire – ce qui n'était pas exclu (l. 51-52) mais n'a pas été suffisamment pris en compte. Ces considérations matérielles pèsent à l'heure des choix et ne doivent pas être déjugées comme superflues ou accessoires, au motif qu'un homme de lettres, qui plus est « patriote », évoluerait nécessairement dans « l'abstraction des idées », voire dans « l'illusion révolutionnaire », comme certains l'ont postulé un peu trop lestement.

La commission s'est ainsi étonnée, sinon émue, de certaines analyses simplistes voire douteuses, confinant aux jugements de valeur. Si les candidat·es sont libres de penser ce qu'ils veulent de la Révolution en général et de la démocratie en particulier, ils n'ont toutefois pas à asséner des affirmations à l'emporte-pièce, ni même à faire affleurer dans leurs copies leurs convictions personnelles. Consacrer une sous-partie entière au sort du roi auquel Forster ne réservait qu'une seule ligne (l. 15) n'était pas nécessairement judicieux – encore moins lorsque le propos versait dans le plaidoyer *pro domo*. De même, il est problématique à maints égards de considérer que la Révolution française aurait dévoyé les principes des Lumières. Certes théorisée par Rousseau, la « démocratie représentative » – concept ignoré des candidat·es – est la réalisation majeure de la Révolution à laquelle Forster adhère ici pleinement. S'il prend donc position en faveur de la « volonté de la majorité », s'il souhaite œuvrer au « bien général » (l. 35, l. 55), s'il fustige les ordres privilégiés de Mayence coupables d'avoir abusé et abandonné le peuple tout en saluant la démocratisation entreprise, comme en France, sous les auspices de la bourgeoisie (au sein de la « société de la liberté », l. 4), avec le soutien du peuple (y compris des campagnes), c'est pour mieux convaincre son interlocuteur de la nécessité de se rallier au nouvel ordre politique en gestation à Mayence, sauf à trahir tous les principes qu'il a jusqu'ici défendus par sa plume. À ce titre, le jury regrette que les candidat·es n'aient pas suffisamment tenu compte du second paragraphe (l. 27-46), en faisant résolument fi de cette dimension sociale, ou en s'en tenant à de la paraphrase. Les meilleures copies ont su décrypter les enjeux et les ressorts de ce tableau des dynamiques socio-politiques mayençaises, sans manquer de montrer tout ce qu'il avait de contestable, voire de partisan – ne serait-ce que parce que Forster relit ces rapports de force dans le miroir du précédent, voire du modèle, français.

En règle générale, les candidat·es ont su contextualiser efficacement le document, sur le plan tant politique que diplomatique-militaire. À cette fin, quelques dates-clés étaient attendues dès l'introduction. Il importait bien évidemment de rappeler l'établissement de la République en France le 22 septembre (et non le 21 !), consécutif à la victoire providentielle de Valmy (20 septembre) : celle-ci permet aux troupes françaises d'envahir la Rhénanie, mais aussi les Pays-Bas autrichiens et les enclaves piémontaises (auxquels il était fait allusion l. 6 et l. 23-24), mais sans que le devenir de ces territoires occupés soit encore tranché - ce dont Forster se fait ici l'écho en reprenant à son compte la doctrine des « frontières naturelles » (l. 12-13) qui fait alors débat à la Convention et qui a globalement été bien traitée. Si la genèse de la campagne de 1792 a bien été rappelée, par la mention quasi-systématique de la déclaration de guerre du 20 avril, nombreux sont les étudiant·es à avoir toutefois commis de graves confusions à la fois sur les buts de guerre et sur l'identité des belligérants. À cette date, il est impropre de parler de Première Coalition, celle-ci n'étant formée que l'année suivante, à la suite de l'entrée en guerre de l'Angleterre. Par ailleurs, la guerre de 1792 n'a pas été déclarée à des fins propagandistes d'exportation de la Révolution mais pour déjouer la menace des émigrés protégés par les princes-électeurs allemands. S'il convenait d'analyser de façon approfondie tous les symptômes, recensés par Forster, de « contagion » révolutionnaire (l. 16) charriée par cette « campagne insensée » (l. 18), en particulier en Belgique et en Savoie, encore fallait-il en dégager l'intentionnalité : ces exemples visent à étayer la thèse de « l'impossibilité de se battre contre la liberté » (l. 20) – c'est-à-dire de prolonger plus longtemps la guerre, ce qui ne signifie pas pour autant que Forster cède ici aux sirènes de la « paix perpétuelle » (dont Kant n'a, à cette date, pas encore revu et corrigé le concept...).

Si certains candidat·es disposaient de connaissances très abouties sur l'électorat de Mayence, devenu, avec celui de Trèves, l'un des quartiers généraux de l'armée des princes émigrés, d'autres n'ont pas même été en mesure de situer Mayence (parfois placée en Prusse), non plus que la Rhénanie (trop souvent confondue avec la Belgique). Le jury regrette aussi des lacunes trop importantes dans la « connaissance élémentaire » des structures du Saint-Empire, requise par la lettre de cadrage. S'il n'était pas attendu des candidat·es qu'ils entrent dans les arcanes de son fonctionnement institutionnel, disposer de quelques notions simples leur aurait néanmoins permis de mieux comprendre la position stratégique de Mayence à cette date, et d'éviter ainsi un certain nombre de contre-sens. L'un des principaux a porté sur l'argumentation de Forster au sujet du devenir de la « Constitution » du Saint-Empire, en cas de cession de la Rhénanie à la France. Cette « Constitution allemande » (l. 10-11) ne désignait en rien une Constitution sur le modèle français, mais bien la Constitution westphalienne réglant depuis 1648 le fonctionnement du Saint-Empire – lequel ne saurait être résumé ni à un « monstre », ni à une simple « coquille vide ». Si Forster fait ici mine de vouloir préserver cette Constitution, ce n'est pas tant pour « ménager l'Empire » que pour l'inciter à conclure la paix avec la France, fût-ce au prix du sacrifice de son intégrité territoriale, c'est-à-dire en l'amputant d'une partie de ses territoires rhénans. Or, c'est bien là ce que plaide Forster – « le sacrifice » de Mayence à la France (l. 25-26) – non pas seulement pour conclure la paix alors que le triomphe des armes françaises lui semble inéluctable et la contagion révolutionnaire, irréversible, mais pour permettre d'affranchir sa ville de la tutelle du Saint-Empire et, surtout, du joug de ses autorités traditionnelles. De ce point de vue, Forster est tout sauf un « proto-nationaliste », défendant la souveraineté et l'unité de la « nation allemande », comme trop de candidat·es, y compris

excellents, l'ont abusivement soutenu. Forster ne souhaite pas une guerre de libération de *toute* l'Europe, ni même de *tout* le Saint-Empire : il ne cherche ici qu'à préserver la liberté là où elle a *déjà* été portée par les armes françaises (la rive gauche du Rhin). En ce sens, ce n'est guère que l'émancipation de sa « petite patrie » (Mayence) qu'il défend ici. Et qu'il défendra au printemps suivant, en faisant partie de la députation chargée de demander à la Convention sa réunion à la France, épisode sur lequel il était bienvenu de conclure (en rappelant le devenir contrarié de cette éphémère République de Mayence).

Nombre de ces confusions et contre-sens auraient pu être évités, à la condition de s'attacher à mieux indexer l'interprétation sur le propos explicite de l'auteur. Faut-il ici le rappeler ? L'enjeu d'un commentaire n'est pas de faire étalage de connaissances, mais de les mobiliser pour décrypter le point de vue singulier et l'intentionnalité du texte à partir d'une analyse approfondie de l'argumentation à l'appui de la thèse défendue. Encore faut-il s'attacher à dégager celle-ci et, à cette fin, à veiller à bien *lire* le texte, pour ne pas lui *faire dire* ce qu'il ne dit pas. C'est là un défaut trop récurrent sur lequel la commission appelle la vigilance des candidat·es et de leurs préparateurs et préparatrices. Elle tient toutefois à saluer la qualité tout à fait remarquable d'un lot conséquent de copies, ainsi que l'effort fourni par une grande majorité de candidat·es pour assimiler une chronologie foisonnante sur une période, d'évidence, complexe.

2. Géographie

Le thème des mobilités en France commun aux deux sujets ne pouvait surprendre les candidat·es. Dans un contexte de mondialisation et d'hyper-mobilité d'une part et de transition énergétique d'autre part, les mobilités sont un sujet d'actualité, comme l'ont montré les accroches mobilisées dans les copies (mobilisation des « gilets jaunes », hausse des prix du carburant, confinements et limitation des déplacements dans le contexte de la pandémie Covid-19), tant dans la recherche en géographie que dans les préoccupations sociales et les politiques d'aménagement des territoires. Par ailleurs, l'analyse de la relation entre mobilités et accessibilité et la formulation « se déplacer » impliquaient de ne pas limiter le sujet à un simple recensement des types de mobilités, des réseaux de transports (voire à leur historique) et/ou des politiques d'aménagement de ces réseaux, mais invitaient au contraire à mettre en œuvre une réelle analyse géographique, multiscale, dynamique, en plaçant au cœur de leur réflexion les acteurs, territoires, processus et facteurs explicatifs en jeu. Par conséquent, contrairement à ce qui a été très fréquemment lu dans les copies, la définition de « mobilités » ne pouvait être considérée comme synonyme de réseaux de transports, de flux, de motilité (terme confondu par certains candidat·es avec celui de mobilité) ou être réduit aux seules migrations (dont la différence avec le terme de « mobilité » ne semblait pas toujours perçue), mais devait au contraire insister sur les différentes formes de ces mobilités, échelles spatiales mais également temporelles (échelles souvent omises) auxquelles elles s'observent, ainsi qu'aux acteurs en jeu, en plaçant l'individu et ses pratiques au cœur de la réflexion, ce qu'invitait notamment à faire la formulation du sujet « se déplacer », souvent réduite aux « déplacements » ou aux « mobilités », l'interrogation sur le verbe pronominal ayant été rarement menée. De même, la question de la finalité et des facteurs explicatifs de ces mobilités a été peu vue. Le jury s'étonne que la question des distances, si centrale en géographie, ne soit apparue que dans une poignée

de copies alors que le terme « d'accessibilité » y invitait particulièrement. Ainsi, quel que soit le sujet choisi, les copies glissaient vers un propos trop souvent historique et/ou socio-économique, faute d'une réflexion approfondie sur les échelles spatiales et temporelles des mobilités.

Si le jury a eu le plaisir de constater un effort quant à la maîtrise de la syntaxe et de l'orthographe, il regrette la persistance, dans plusieurs copies, de propos normatifs, renvoyant à des clichés ou stéréotypes (territoires de banlieue ou périurbains systématiquement associés à la pauvreté, propos stéréotypés sur les femmes), qu'il n'est pas possible de lire à ce niveau d'exigence, un avis personnel sur les mesures à mettre en œuvre pour limiter les inégalités socio-spatiales (« Il faudrait que... », « Les services ne sont pas suffisamment bien répartis », « la nécessaire mise en place du développement durable ») ou encore des propos révélant une trop faible maîtrise des concepts et notions fondamentaux de la discipline et de la localisation des espaces et des territoires français.

Question de géographie qui s'appuie sur des documents

L'intitulé « question de géographie qui s'appuie sur des documents » a donné lieu à des interprétations assez diverses par les candidat·es des attendus d'un tel exercice. Le jury adopte une position ouverte qui valorise à la fois le traitement attentif de la question et l'exploitation minutieuse des documents, s'attachant davantage à la qualité géographique de la démonstration qu'au formalisme de l'épreuve. Alors que la grande majorité des candidat·es n'a pas traité le sujet, le formalisme ne saurait être un critère d'évaluation premier. Néanmoins, le jury tient à rappeler que l'épreuve ne consiste aucunement en une synthèse des principales idées issues des documents, ni en une analyse linéaire ou une paraphrase de ces derniers, ni en une dissertation qui ne tient pas compte des documents. Au contraire, elle demande aux candidat·es qu'ils proposent une réponse organisée à la question posée, en partant des documents, qui doivent être cités explicitement et analysés. C'est-à-dire que les informations qu'ils contiennent doivent être hiérarchisées en fonction de la question, expliquées et interprétées grâce à la mobilisation de connaissances géographiques, que les documents doivent être croisés, voire éventuellement critiqués. Le jury tient à rappeler que formellement, le propos doit être organisé en parties et sous-parties clairement identifiées, qui doivent chacune, annoncer un argument à démontrer et que les candidat·es doivent également soigner les transitions entre leurs idées, ces dernières permettant justement de montrer le lien entre leur propos et le sujet. Ces aspects n'ont donc pas qu'une fonction formelle, mais aident également les candidat·es à organiser leur propos selon une logique démonstrative.

L'introduction constitue un élément central de la copie et conditionne bien souvent la qualité du développement. Si la plupart des copies ont intégré les éléments attendus (définition des termes du sujet, présentation des documents, problématique et annonce de plan), trop peu ont véritablement analysé le sujet. La majorité des copies ne propose pas de définitions suffisamment précises des termes du sujet, omettant souvent celle de certains termes (« accessibilité », souvent mal ou pas expliqué) ou en proposant une lacunaire et/ou erronée (pluriel de « mobilités » peu souligné, « déplacements », « flux », « transports », « réseaux de

transports », « motilité » ou « migrations » à la place de « mobilités »). L'objectif n'est pas de proposer une définition plaquée de ces termes, mais au contraire de discuter de celles mobilisables en géographie, permettant de mener l'analyse du sujet et d'adopter un recul critique sur ce dernier. La réflexion sur les échelles spatiales et temporelles à mobiliser doit également être proposée. Le jury insiste également sur l'importance de la contextualisation géographique du sujet et des documents, trop souvent lacunaire ou omise par les candidat·es, les conduisant alors à un hors-sujet ou à un traitement trop restrictif de ce dernier. Par exemple, la distance entre les DROM et l'hexagone, ou l'insularité d'une partie d'entre eux n'ont pas été relevées. Ainsi, les questions d'équité et de continuité territoriales, de compétitivité des territoires dans un contexte de mondialisation et de métropolisation ou du contexte politique ont été peu vues alors qu'elles permettaient souvent de comprendre et problématiser le sujet. Enfin, la présentation des documents proposés dans le corpus, qui est indispensable, ne peut se réduire à un propos linéaire et purement informatif. Au contraire, celle-ci vise à préciser les définitions des termes du sujet en relation avec les documents proposés ainsi que les éventuels manques (par exemple ici, les documents proposés focalisaient l'analyse sur les mobilités quotidiennes et l'accès à l'emploi et aux services). Elle doit par conséquent être placée avant la problématisation car c'est bien de l'analyse du sujet, de la contextualisation de ce dernier et de la présentation du corpus documentaire que découle la problématique. Une présentation organisée des documents (par thème ou enjeu par exemple) doit permettre d'aboutir à une problématique et non à une simple reformulation du sujet à la forme interrogative ou à une formulation du plan à la forme interrogative. Problématique et plan sont souvent confondus, conduisant à des formulations confuses et trop longues. Dans beaucoup de copies, ces lacunes ont conduit à traiter « des réseaux de transports en France » ou des « politiques d'aménagement des transports en France », ce qui n'était pas le sujet proposé. Au contraire, le jury a valorisé les copies dans lesquelles un effort de définition et de réflexion géographiques sur le sujet ont été menés, en acceptant, de manière non exhaustive, plusieurs axes de problématisation : question de la marginalité et de la marginalisation spatiale de certains territoires et individus dans le contexte de la mondialisation et de la métropolisation ; paradoxe des mobilités comme facteur de développement mais également d'inégalités dans un contexte d'accessibilité fortement polarisée. Enfin, l'annonce de plan doit être synthétique mais explicite afin que le jury puisse saisir en quoi il permet de traiter le sujet et de répondre progressivement à la problématique posée.

Les développements proposés ont été majoritairement organisés sous la forme d'un plan en trois parties. Ce dernier a très souvent été construit soit sur la description des principaux réseaux de transports en France, puis des inégalités d'accès à ces transports et enfin des enjeux liés, soit sur la description des différents types de mobilités observés en France, puis des moyens de transports mobilisés par les individus pour réaliser ces mobilités et enfin des enjeux posés ou des inégalités en termes d'accès à ces transports. Quelques candidat·es ont également proposé un plan multiscale des mobilités en France ou des plans thématiques (chacune des parties proposant un enjeu lié aux mobilités). Si tout plan est acceptable à partir du moment où il permet de mener une démonstration permettant de répondre progressivement à la problématique formulée en introduction et au sujet posé, les développements organisés selon les plans tels qu'exposés ci-dessus permettaient rarement de traiter le sujet, conduisant à de

longs passages hors-sujet (notamment quant à l'histoire de l'aménagement des réseaux de transports en France qui constituait fréquemment la première partie du développement et qui proposait une approche historique et non géographique du sujet, ou bien les troisièmes parties portant sur les « enjeux » non contextualisés qui ont souvent donné lieu à des listes de grandes politiques générales, voire à des propos normatifs et des avis personnels sur les solutions à mettre en œuvre, ce qui ne correspond pas à l'exercice demandé), mais également à un propos souvent très descriptif, paraphrasant les documents sans véritablement les croiser et les expliquer par l'apport de connaissances personnelles visant à en éclairer l'analyse, et ne permettant pas, *in fine*, de traiter le sujet posé, la question de l'accessibilité ayant souvent été mal comprise et/ou peu présente. Au contraire, le jury a fortement valorisé les candidat·es qui ont su, à partir d'une analyse et d'une contextualisation fines et géographiques du sujet, proposer des plans qui témoignaient d'une volonté démonstrative, notamment ceux proposant une réflexion autour de l'équité *versus* compétitivité des territoires en France, ou bien ceux réfléchissant aux dimensions choisies/contraintes des mobilités effectuées en France.

Par ailleurs, beaucoup de copies se sont souvent contentées de prélever les informations tirées des documents (documents 1 et 4 notamment) ou les paraphrasant (document 2). Au contraire, le jury a fortement valorisé les copies dans lesquelles l'ensemble des documents a été systématiquement croisé et expliqué et les différents acteurs et échelles spatiales (mais aussi temporelles) concernés mobilisés (et non simplement l'État et l'échelon national). Le sujet et les documents invitaient notamment les candidat·es à étudier les relations entre mobilités et accessibilité par le prisme des individus eux-mêmes, dont la diversité, comme l'y invitait le pluriel du terme, devait être montrée en dépassant notamment les éléments indiqués dans le document 2. Dès lors, les copies qui proposaient une analyse partant du vécu, des pratiques, des représentations et des rapports des individus aux territoires, induisant un propos concret, ont été particulièrement appréciées.

Le jury regrette également la présence de nombreuses erreurs de la part de certains candidat·es quant à la maîtrise du vocabulaire classiquement utilisé en géographie, notamment quant aux grands découpages spatiaux, relevant des erreurs et confusions fréquentes quant à la définition des espaces ruraux, périurbains et de banlieues en France, de « migrations pendulaires » pour « mobilités pendulaires ». De même, trop peu de copies ont su mobiliser à bon escient le vocabulaire géographique qui leur aurait permis d'aller plus loin dans l'analyse des documents et de dépasser la simple description ou paraphrase de ces derniers, tels que les termes de distance, distance-temps (la dimension temporelle induite par les mobilités ayant été souvent omise par les candidat·es), intermodalités ou espace vécu par exemple. Ainsi, le dossier documentaire permettait de montrer que les mobilités en France étaient multiples et s'opéraient selon des modalités et objectifs différenciés. Si des différences et inégalités apparaissaient en fonction des territoires habités (ce qui s'expliquait alors par des dimensions concrètes – comme l'y invitait le document 1- mais aussi en fonction de logiques d'aménagement des territoires – documents 3 et 4), elles l'étaient aussi en fonction des individus, renvoyant alors davantage à leurs conditions socio-économiques, qui se retrouvaient en partie dans les territoires habités (documents 2 et 3), à travers les questions de ségrégations socio-spatiales (notamment à grande échelle, qui n'ont pas été vues) ou de marginalité spatiale (document 4). Là encore, le jury s'est étonné du manque de maîtrise de la part des candidat·es des grandes logiques d'organisation

socio-spatiale des territoires en France, les espaces périurbains et les banlieues devenant des espaces uniquement de relégation des catégories socio-économiques les plus pauvres ou les espaces ruraux n'étant peuplés que de populations néo-rurales riches. La question des inégalités de genre, comme l'y invitait le document 2, a également été soulevée mais a encore une fois fait l'objet de propos parfois trop caricaturaux et stéréotypés, notamment sur les femmes. Dès lors, les concepts d'espace vécu ou d'habiter auraient pu être mobilisés afin de rendre compte également de cette relation des individus aux territoires, à travers leurs mobilités.

Enfin, si la réalisation d'une production graphique n'est pas un attendu obligatoire pour cet exercice, certains candidat·es en ont proposé. Si l'effort est loué par le jury, ce dernier tient à rappeler que ces productions graphiques doivent répondre aux exigences, tant sur la forme que sur le fond, de l'exercice, ces dernières ne pouvant se réduire, comme cela a été trop souvent le cas, à des croquis ou schémas sommaires, se résumant à un petit schéma des mobilités triangulaires ou à une cartographie du réseau LGV. Elles doivent au contraire être problématisées et mises au service de l'argumentation.

Composition de géographie

Si le jury a eu plaisir à lire quelques bonnes copies qui témoignaient d'une maîtrise des attendus, tant sur son fond que sur la forme, la majorité des copies était faible, faute d'une bonne compréhension du sujet, de connaissances précises et référencées et d'exemples développés.

Comme pour la question s'appuyant sur des documents, les introductions proposées ont souvent manqué d'une définition précise des termes du sujet et d'une réflexion géographique sur celui-ci. Ainsi, trop peu de copies ont pris le temps de mener une réflexion quant à la formulation du sujet choisi, à savoir le verbe pronominal « se déplacer », souvent substitué par les termes de « mobilités » ou de « déplacements », ce qui a conduit par la suite nombre de candidat·es à proposer une étude très descriptive des mobilités en France, ce qui n'était pas le sujet. De même, si les éléments proposés dans la question s'appuyant sur documents peuvent être mobilisés comme exemples dans le développement de la composition, cette dernière ne se réduit pas au sujet posé dans cette question, ce que certains candidat·es ont eu trop souvent tendance à faire, omettant ainsi certains pans du sujet posé. De même, la plupart des introductions n'ont pas suffisamment contextualisé ce sujet au regard du cadre territorial proposé, celui de la France. Dès lors, cela a conduit nombre de copies à reformuler à la forme interrogative le sujet, sans réelle problématisation de ce dernier. Le jury tient également à rappeler qu'une succession de questions ne constitue pas une problématique : en effet, cette dernière doit être claire et soulever un paradoxe. Dès lors, aucune copie n'a proposé de problématisation efficace du sujet.

Les développements ont également été trop souvent très descriptifs, ne permettant pas de mener une démonstration qui mette en évidence les processus, acteurs et échelles spatiales à l'œuvre. Beaucoup ont débuté par une première partie portant sur les réseaux et infrastructures de transports, suivie d'une partie sur les inégalités de mobilité et terminant par les « enjeux », dont la transition énergétique et/ou l'aménagement des territoires. La formulation du sujet, à travers le pronom « se », invitait notamment les candidat·es à aborder le sujet au prisme des

individus, ce que peu ont réussi à voir et à mener, conduisant de nouveau à une focalisation trop importante sur l'acteur étatique et à de longs passages historiques sur les politiques d'aménagement des réseaux de transports en France. Par conséquent, les approches historiques revenant sur l'évolution de ces politiques d'aménagement du territoire depuis le XIX^e siècle, ou celles ne proposant qu'une simple description des différentes formes de mobilités en France sans chercher à les expliquer en mobilisant les connaissances relatives aux logiques et dynamiques d'organisation du territoire français et au contexte, ont été sanctionnées.

Le jury tient également à rappeler que la dissertation ne consiste pas en une collection de connaissances, avec de multiples références et une liste d'exemples plus ou moins développés, se succédant tel un catalogue, mais bien en une argumentation, reposant sur des connaissances précises, la mobilisation de concepts et notions clairement définis, référencés et étayés par des exemples spatialisés, développés et recouvrant différentes échelles spatiales et différents territoires. À ce titre, les copies qui ont su mobiliser des exemples concernant les territoires ultra-marins français ont été valorisées. Le développement doit ainsi permettre de répondre progressivement, de manière nuancée et géographique et sans jugement de valeur aucun, au sujet posé et à la problématique établie en introduction. Pour ce faire, le jury tient à rappeler l'importance de la rédaction de transitions qui, au-delà des aspects formels de la présentation de la copie, permettent aux correcteurs de saisir la logique de raisonnement des candidat·es.

Enfin, malgré la présence de quelques productions graphiques encore peu soignées et abouties, le jury a pu constater que les recommandations fournies dans les précédents rapports concernant les productions graphiques ont été prises en considération, et ne peut que s'en réjouir. Ainsi, malgré quelques croquis ou schémas encore très descriptifs (se contentant par exemple de localiser sur le fond de carte les principaux axes de transports observés en France), sans légende organisée et problématisée et /ou comportant des erreurs de localisation, de maîtrise de la sémiologie graphique et des règles de présentation formelle, le jury a eu plaisir à lire les productions graphiques, croquis de synthèse ou croquis/schémas cursifs, proposant une démonstration et problématisation appuyant la réflexion et l'argumentation menées dans le développement. À ce titre, le jury tient à rappeler que les productions graphiques ne sont pas figuratives : elles doivent être explicitement reliées au sujet et explicitement mobilisées dans le cœur du développement pour appuyer la démonstration.